

À la Une : les évêques burundais mettent les pieds dans le plat électoral

RFI, 27-05-2020 « Souvent critiquée pour sa réserve et sa lenteur légendaire, cette fois, l'Église catholique a été rapide », s'exclame le site d'information burundais Iwacu. Vingt-quatre heures après la proclamation des résultats du scrutin présidentiel, « la charge est devenue. Selon les évêques, le triple scrutin du 20 mai est dépourvu des éléments devant caractériser des élections vraiment démocratiques ».

Les prélats ont dénoncé « des injustices » et « beaucoup d'irrégularités » quant à la liberté, et à la transparence électorale ainsi qu'à l'équité dans le traitement des candidats et des électeurs. Entre autres irrégularités, les successeurs de Saint-Pierre, les contraintes exercées sur certains mandataires à signer d'avance les procès-verbaux du dépouillement du contenu des urnes, le bourrage de certaines urnes, le vote à la place des défunts et des fugitifs et des procurations multiples et donc invalides. « Terrible réquisitoire » Et ce n'est pas tout, pointe encore Iwacu. Les évêques catholiques regrettent aussi qu'il y ait eu, dans certains bureaux de vote, des électeurs qui ont voté plus d'une fois. Ils condamnent l'exclusion des mandataires et des observateurs des lieux de dépouillement du scrutin, les intimidations et contraintes exercées sur des électeurs par certains administratifs qui les accompagnaient jusque dans les isolements. « Bref, un terrible réquisitoire », s'exclame Iwacu. Les évêques catholiques appellent au calme et recommandent à tous ceux qui se sentent lésés dans leurs droits de privilégier des voies autorisées pour être rétablis dans leurs droits. Les prélats s'attendent aussi que des gens soient « persécutés » pour des raisons politiques et appellent les pouvoirs publics à y mettre fin. Et ils rappellent enfin que le multipartisme est reconnu au Burundi. Et Iwacu de conclure : « L'Église catholique a donc choisi très vite de prendre position et de jouer son rôle moral. Pour rappel, environ 63 % des Burundais se reconnaissent dans l'Église catholique, selon le recensement général de la population de 2008. Le pouvoir des généraux Le Point Afrique, pour sa part, insiste sur le caractère militaire du pouvoir burundais. Le nouveau président, Évariste Ndayishimiye, est un général. Sa désignation est le résultat d'un compromis », affirme Le Point Afrique, entre le président Nkurunziza et le petit groupe de généraux issus de l'ancienne rébellion hutue qui contrôlent avec lui tous les leviers du pouvoir. Le chef de l'État, qui aurait préféré un civil Pascal Nyabenda, le président de l'Assemblée nationale, a cédé face à ces généraux à ce qu'un militaire soit au sommet du pouvoir. Évariste Ndayishimiye, qui ne fait pas partie de ce groupe de généraux, leur est donc redevable et pourrait avoir du mal à s'emparer. « Pourtant, relève encore Le Point Afrique, Évariste Ndayishimiye serait quelqu'un de simple, proche du peuple, plutôt tolérant, peu corrompu. « Il a une réputation d'ouverture et d'honnêteté contrairement aux autres généraux », d'écrite un diplomate fin connaisseur des arcanes du pouvoir burundais. « C'est le meilleur choix, mais il aura fort à faire pour impulser le changement et l'ouverture à l'opposition dans un parti dominé par un courant extrémiste et sectaire ». « Chasse gardée... » En tout cas, les choses sont claires, soupire Le Pays au Burkina. Le pouvoir reste la chasse gardée des militaires au Burundi, tant et si bien qu'il est difficile d'espérer l'émergence d'une véritable démocratie dans ce pays. Tout se passe comme si les cas de l'Algérie et du Soudan, par exemple, où la nomenclature militaire avait la haute main sur tout, n'ont pas servi de leçons au pouvoir de Bujumbura. Si des pays comme le Cameroun, le Congo Brazzaville, ou le Tchad, pour ne citer que ces exemples, ont mal à leur démocratie, poursuit le quotidien burkinabé, c'est parce qu'ils sont dirigés par des militaires qui, habitués au pouvoir, refusent de s'imaginer une autre vie en dehors des palais présidentiels. Et c'est malheureusement le danger qui guette le Burundi, conclut Le Pays, où manifestement les hommes en treillis n'ont qu'une seule préoccupation : leurs intérêts et autres privilèges, fût-ce au péril de la démocratie et de l'État de droit. »

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});